



HAL
open science

Les classes populaires aux urnes

Tristan Haute

► **To cite this version:**

Tristan Haute. Les classes populaires aux urnes. La revue de l'école émancipée, 2022, La revue de l'école émancipée, 96, pp.6-7. hal-04813577

HAL Id: hal-04813577

<https://hal.univ-lille.fr/hal-04813577v1>

Submitted on 16 Dec 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Tristan Haute, Les classes populaires aux urnes

Il est aujourd'hui courant de réduire les classes populaires à un ensemble homogène dont les comportements électoraux oscilleraient entre l'abstention, témoignage d'un retrait d'un « jeu électoral » qui les ignore, et le vote en faveur de l'extrême droite, résultat unique de frustrations sociales multiples. La réalité est plus complexe : d'abord parce que les classes populaires constituent un ensemble socialement hétérogène, ensuite parce que cette hétérogénéité se traduit sur le plan électoral.

Dans les enquêtes d'opinion réalisées durant une campagne électorale ou à son issue, les classes populaires sont de fait définies comme l'agrégation des ouvrier-es et des employé-es. D'autres catégories, elles aussi victimes de la précarité au sens large (une partie conséquente des personnes inactives, au chômage ou étudiantes notamment) sont le plus souvent laissées de côté.

Mais même les classes populaires salarié-es (ouvrier-es ou employé-es) connaissent une grande hétérogénéité sociale : ces salarié-es appartiennent à des secteurs d'activité différents, sont ou non confrontés-es à la précarité de l'emploi ou bénéficient ou non d'une certaine autonomie ou d'une certaine reconnaissance dans leur travail. S'ajoutent également, dans une perspective « intersectionnelle », des segmentations non directement liées au travail et notamment les trajectoires migratoires, les éventuelles expériences discriminatoires rencontrées, l'appartenance à des générations différentes ou encore l'insertion sociale locale.

Or, ces segmentations se traduisent sur le plan électoral. C'est ce qu'ont par exemple montré les auteur-es du collectif Focale (2022) à partir d'une enquête par questionnaire réalisée dans deux villes populaires du bassin minier et de banlieue parisienne lors de l'élection présidentielle de 2017. En se limitant aux choix de vote, les auteur-es montrent ainsi que la polarisation des votes en faveur d'un côté de Jean-Luc Mélenchon et d'un autre côté de Marine Le Pen, loin d'être le résultat d'hésitations de dernière minute entre des extrêmes qui se rejoindraient, correspondent à des logiques

Les classes populaires



PHOTO : JULIEN MUGUET POUR / LE MONDE

sociales. Plusieurs facteurs rentrent en compte et s'entremêlent : le rapport au travail et à l'emploi, et notamment la précarité, la trajectoire migratoire et l'expérience des discriminations qui y sont associées ou encore l'ancrage local. Marine Le Pen attire majoritairement les salarié-es du privé sans origine migratoire, confrontés-es à la précarité mais peu ancrés-es localement (faible ancienneté résidentielle, pas d'appartenance associative ou syndicale...) ou appartenant aux « petits stables ». Jean-Luc Mélenchon attire quant à lui des populations victimes de discriminations, souvent associées à une certaine précarité, mais aussi des personnes plus stables professionnellement, appartenant au secteur public et insérées localement (forte ancienneté résidentielle, engagements associatifs ou syndicaux...). À partir d'entretiens répétés auprès d'électrices et d'électeurs durant toute la campagne électorale de 2017, É. Agrikoliansky et ses collègues (2021) font état de résultats similaires montrant qu'il faut, pour comprendre les votes des classes populaires, saisir ce qui se passe au travail, en famille, au sein des groupes d'ami-es. Enfin, à partir des enquêtes électorales de l'Insee, V. Tiberj et moi-même (2022) avons rappelé l'importance des inégalités sociales en matière de participation électorale, y compris au sein

des classes populaires : d'une part, la participation électorale devient de plus en plus intermittente au fil du renouvellement générationnel, les jeunes générations percevant moins l'utilité du vote et se tournant davantage vers d'autres modes de participation. D'autre part, les conditions de travail et d'emploi ne sont pas sans influence sur le fait de se rendre aux urnes : ainsi l'absence d'autonomie au travail et la précarité de l'emploi vont de pair avec une abstention plus importante.

2022, entre abstention, votes Le Pen et votes Mélenchon

On peut prolonger ces analyses à partir des premières données collectées à l'issue de l'élection présidentielle de 2022⁽¹⁾. Les différents segments qui composent les classes populaires se sont ainsi distingués par une abstention plus importante. Lors du premier tour de la présidentielle, près de 45 % des personnes inactives et de 35 % des personnes au chômage et des salarié-es précaires se sont abstenues contre moins de 10 % des salarié-es cadres. Ces résultats ne sont en rien nouveaux et révèlent à quel point se perpétue un processus de désaffiliation des classes populaires vis-à-vis du champ politique et notamment du jeu électoral (Braconnier,

es aux urnes



Dormagen, 2007). Même lors d'une élection présidentielle, la plus mobilisatrice, le sentiment d'illégitimité politique associé à un sentiment d'inutilité du vote conduit nombre de citoyen·nes des classes populaires à abandonner la lutte électorale.

Les classes populaires ont aussi davantage orienté leurs votes vers Marine Le Pen et vers Jean-Luc Mélenchon. Marine Le Pen arrive ainsi largement en tête parmi les personnes inactives et Jean-Luc Mélenchon parmi les étudiant·es. Les deux candidat·es devançant en outre très largement E. Macron parmi les personnes au chômage et parmi les salarié·es précaires. Enfin, Marine Le Pen attire les suffrages de près d'un tiers des ouvrier·es alors qu'elle n'atteint pas les 15 % parmi les cadres, concurrencée dans les classes supérieures par la candidature d'Éric Zemmour.

Au sein des classes populaires, des clivages liés au travail

Pour autant, comme en 2017, une analyse fine des votes des classes populaires fait apparaître d'importants clivages internes. C'est en particulier vrai au sein des classes populaires salariées quand on s'intéresse au rapport au travail et à l'emploi. En premier lieu, la précarité de l'emploi, si elle va de pair avec une abstention plus importante et une moindre propension à voter E. Macron, ne semble pas favoriser, contrairement à une idée reçue, le vote en faveur de l'extrême droite. Ainsi, les employé·es et ouvrier·es en contrat précaire ont moins voté pour Marine Le Pen et pour Emmanuel Macron que leurs homologues en contrat stable (respectivement -5,7 points et -9,2 points) et ils et elles ont davantage voté pour Jean-Luc Mélenchon (+1,5 points) et se sont surtout davantage abstenus (+9,9 points).

En second lieu, comme cela a déjà été démontré par Thomas Coutrot lors du scrutin de 2017 (Coutrot, 2018), de mauvaises conditions de travail semblent impliquer une abstention plus importante mais aussi, à l'inverse de la précarité, un vote davantage orienté à l'extrême droite. Les ouvrier·es et employé·es exerçant parfois ou souvent un travail répétitif ou à la chaîne ont ainsi, davantage que leurs homologues n'exerçant que rarement ou jamais un tel travail répétitif, voté pour Marine Le Pen (+3,7 points). Mais, ils et elles ont surtout bien moins voté pour E. Macron (-8,6 points) et se sont davantage abstenus (+8,5 points). De même, les ouvrier·es et les employé·es déclarant que leur travail n'est que très rarement ou jamais reconnu à sa juste valeur par leur employeur ou par leur hiérarchie ont davantage voté pour Marine Le Pen (+5,5 points) et moins voté pour E. Macron (-6,9 points) que leurs homologues déclarant que leur travail est souvent ou parfois reconnu à sa juste valeur.

En troisième lieu, le rapport qu'entretiennent les salarié·es des classes populaires aux organisations syndicales demeure, comme pour le reste de la population, corrélé à leur vote. Ainsi, si le nombre de syndiqué·es dans les enquêtes est souvent trop faible pour réaliser des analyses robustes, on constate que les ouvrier·es et les employé·es déclarant être d'accord avec le fait que « les syndicats rendent des services aux salarié·es » sont bien moins nombreux que leurs homologues en désaccord avec cette affirmation, à avoir voté pour Emmanuel Macron (-5,6 points) et pour Marine Le Pen (-10,6 points) et bien plus nombreux à avoir voté pour Jean-Luc Mélenchon (+14 points).

Ces premiers résultats, qui méritent bien évidemment d'être précisés, rappellent toutefois l'importance de l'action syndicale pour lutter contre l'extrême droite. En effet, aujourd'hui encore, convaincre de l'utilité du syndicalisme et améliorer les conditions de travail des salarié·es constituent d'importants leviers pour amoindrir le vote d'extrême droite. ●

TRISTAN HAUTE

1) Les chiffres mentionnés sont issus d'une enquête post-électorale réalisée en ligne entre le 25 avril et le 9 mai 2022 par Dynata France pour l'Université de Lille et l'Institut catholique de Lille auprès d'un échantillon de 1 978 personnes représentatif de la population de France métropolitaine inscrite sur les listes électorales selon la méthode des quotas (sexe, âge, CSP, catégorie d'agglomération, région) et après redressement selon le niveau de diplôme et le vote au premier tour de l'élection présidentielle de 2022.

RÉFÉRENCES

- ✓ Agrikoliansky Éric, Aldrin Philippe, Lévêque Sandrine (dir.) (2021), *Voter par temps de crise. Portraits d'électrices et d'électeurs ordinaires*, Paris, PUF.
- ✓ Braconnier Céline, Dormagen Jean-Yves (2007), *La démocratie de l'abstention. Aux origines de la démobilisation électorale en milieu populaire*, Paris, Gallimard.
- ✓ Collectif Focale (dir.) (2022), *Votes populaires ! Les bases sociales de la polarisation électorale dans la présidentielle de 2017*, Vulaines sur Seine, Éditions du Croquant.
- ✓ Coutrot Thomas (2018), *Libérer le travail*, Paris, Seuil.
- ✓ Haute T., Tiberj V. (2022), *Extinction de vote ?*, Paris, PUF.

